

A PRO BIO

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4 RUE DORMAGEN

59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

IN EXTENSO NORD AUDIT

Agence : WASQUEHAL

Siège social : 41 Avenue de Flandre - BP 40132 - 59443 WASQUEHAL Cedex - Tél : 03 20 51 26 09 - nordaudit@inextenso.fr

SARL de commissariat aux comptes au capital de 100 000 €

483 472 940 RCS LILLE Métropole - Code NAF 6920Z - N° TVA FR45 483 472 940

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes des Hauts-De-France

A PRO BIO

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901
4 RUE DORMAGEN
59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'association A PRO BIO,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A PRO BIO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à WASQUEHAL, le 23 avril 2025
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO NORD AUDIT

Patrice DESBONNETS



Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	5 670	5 670		
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾					
	Immobilisations incorporelles en cours					
		Avances et acomptes				
	TOTAL		5 670	5 670		
	Immobilisations corporelles	Terrains	28 568	27 394	1 174	3 274
		Constructions				
	Inst.techniques, mat.out.industriels					
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL		28 568	27 394	1 174	3 274	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	6 918	6 644	273	273	
	Autres titres immobilisés	45		45	45	
	Prêts					
	Autres	411		411	411	
	TOTAL		7 374	6 644	730	730
Total I			41 613	39 709	1 904	4 005
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	18 187	5 200	12 987	23 445
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	623 896		623 896	351 248
	TOTAL		642 084	5 200	636 883	374 694
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		529		529	116 589	
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	610		610	831
Total II			643 224	5 200	638 024	492 115
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			684 838	44 909	639 928	496 120
Renvois	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				7 055	4 604
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					





Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	218 386	170 208
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-6 383	48 177
	Situation nette (sous-total)	212 002	218 386
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		212 002	218 386
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	14 098	17 760
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 012	36 240
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	99 016	99 237
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	13 717	1 293
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	248 081	123 201
Total IV		427 925	277 733
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		639 928	496 120
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Écart à l'actif de l'annex V5.3025



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	16 328	16 377
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	71 078	123 615
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	783 351	589 173
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 878	1 592
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	6	3
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	876 643	730 761
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	282 584	189 530
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	21 336	17 324
	Salaires et traitements	441 857	358 433
	Charges sociales	127 413	106 755
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 100	2 038
	Dotations aux provisions	4 383	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	1 012	771
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	880 687	674 855
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-4 044	55 906



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations	176	272
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		176	272
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 451	
	Intérêts et charges assimilées	65	1 128
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		2 516	1 128
2. Résultat financier (III-IV)		-2 339	-855
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-6 383	55 050
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		4 570
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		4 570
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		788
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		788
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			3 781
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			10 655
Total des produits (I + III + V)		876 820	735 604
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		883 203	687 426
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-6 383	48 177
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		4 543	1 535
Total		4 543	1 535
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		4 543	1 535
Total		4 543	1 535



Table des matières

Table des matières.....	1
1. Principes et méthodes comptables	2
1.1 Immobilisations.....	2
1.2 Immobilisations financières.....	3
1.3 Créances et dettes.....	3
1.4 Disponibilités.....	3
1.5 Achats.....	3
1.6 Honoraires du Commissaire aux comptes	3
1.7 GIE Congrès Mondial de la Bio	4
1.8 Description de l'objet social, nature et périmètre des activités et missions réalisées	4
1.9 Cotisations	4
1.10 Faits majeurs.....	5
2. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat.....	6
2.1 Actif immobilisé.....	6
2.2 Actif circulant.....	10
2.4 Fonds propres.....	11
2.5 Provisions, fonds dédiés, autres passifs.....	12
2.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	13
2.7 Compte de résultat	15
2.8 Informations relatives à l'effectif	16
2.9 Détail des subventions.....	16
2.10 Détail des transferts de charges.....	17
2.11 Détail des Charges à payer des produits à recevoir	17
2.12 Indemnités de départ à la retraite	17
2.13 Détail des fonds propres	18
2.14 Impôt sur les bénéfices	19



1. Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024. Il a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat présente un total de 639 928 €.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produit de 876 820 € et un total charges de 883 203 €, dégageant ainsi un résultat net de – 6 383.52 €.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.1 Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif ;
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.



Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les durées d'amortissement pratiquées par l'association sont les suivantes :

Type	Durée
205000 - Concessions et droit similaires	De 1 à 2 ans
218300 - Matériel de bureau et informatique	De 3 à 5 ans
218400 - Mobilier	5 ans

1.2 Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

1.3 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées pour leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.4 Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

1.5 Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

1.6 Honoraires du Commissaire aux comptes

Honoraires 2024 facturés au titre du contrôle légal des comptes en 2025 : 4 586.40 € TTC

Honoraires 2023 facturés au titre du contrôle légal des comptes en 2024 : 2 182.96 € TTC



1.7 GIE Congrès Mondial de la Bio

A PRO BIO a pris 2% de parts au sein du GIE Congrès Mondial de la Bio en 10/2019, afin de contribuer de manière modeste et surtout symbolique à l'organisation de cet événement international en 09/2020. Les statuts du GIE précisent que notre structure se portera solidaire à hauteur de sa participation en cas de déficit de l'évènement. Nous avons en revanche précisé au moment de la signature que nous n'engagerions en aucun cas de trésorerie pour la mise en œuvre de ce projet. Après de très nombreuses discussions, la crise du Covid a conduit le Conseil d'Administration au sein duquel nous disposons de 2% des voix à reporter l'évènement en septembre 2021. Aucun élément ne nous permet donc à ce stade de déterminer l'impact financier de ce report sur notre structure.

Au 31/12/2024, APROBIO possède toujours une créance de 6 645 € versée au GIE Congrès Mondial de la Bio. Une provision de 100% de cette créance a été constatée dans les comptes en 2021 et reste d'actualité en 2024 en l'absence de liquidation du GIE. Une provision complémentaire de 1 000 € a été constatée en 2023 afin de tenir compte de la clôture du GIE.

1.8 Description de l'objet social, nature et périmètre des activités et missions réalisées

L'Association œuvre pour le développement de l'agriculture biologique et de la consommation de ses produits au plus près de tous en garantissant des principes liés au respect des droits de l'homme et au respect de la Terre et des êtres vivants.

Pour cela, l'association anime et développe un réseau d'adhérents dans le domaine des produits et services de l'agriculture biologique sur l'ensemble de la filière (producteurs, transformateurs, distributeurs, biens et services, consommateurs,) afin de contribuer au développement de l'agriculture biologique en Hauts-de-France en consolidant l'existant et en créant une dynamique d'éclaireur orientée vers le monde du conventionnel.

Elle a pour mission :

- de défendre et représenter les intérêts de ses adhérents auprès des pouvoirs publics, des collectivités territoriales ou toute autre organisation publique ou privée d'intérêt général
- d'organiser et développer la filière de l'agriculture biologique des Hauts-de-France grâce à un équilibre entre l'offre et la demande
- de sensibiliser les opérateurs économiques et le grand public aux produits biologiques
- de communiquer et promouvoir les produits et services biologiques régionaux auprès du grand public et des professionnels
- d'organiser l'accès à l'information, et de produire des analyses permettant de mieux comprendre la filière de l'agriculture biologique en Hauts-de-France

1.9 Cotisations

Le fait générateur de l'enregistrement comptable des cotisations est l'appel émis par l'association.



1.10 Faits majeurs

Guerre en Ukraine

L'association est peu impactée par les conséquences indirectes de la guerre en Ukraine comme la hausse des prix des matières et l'inflation. En conséquence, la continuité de l'exploitation de l'association n'est pas remise en cause par cet événement et ses conséquences indirectes.

Contexte politique

L'association est peu impactée par les conséquences directes et indirectes des élections anticipées ayant lieu en 2024. En conséquence, la continuité de l'exploitation de l'association n'est pas remise en cause par cet événement et ses conséquences indirectes.



2. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés



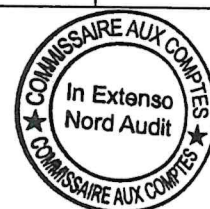
2.1.1. État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentatio ns (B)	Diminutions (C) Sorties Virements		Valeur brute fin (D)
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	5 670	-	-	-	5 670
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	28 569	-	-	-	28 569
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	28 569	-	-	-	28 569
Immobilisations financières	Participations	274	-	-	-	274
	Créances rattachées à des part.	4 194	2 451	-	-	6 645
	Autres titres immobilisés	45	-	-	-	45
	Prêts et autres immo. financières	411	-	-	-	411
	Total IV	4 924	2 451	-	-	7 375
Total général		39 162	2 451	-	-	41 613



2.1.2. Amortissements de l'actif immobilisé

		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fins (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	5 670	-	-	5 670
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	23 294	2 101	-	27 395
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	-	-	-	-
Total général		28 964	2 101	-	33 065



2.1.3. Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	4 194	2 451	-	6 645
TOTAL	4 194	2 451	-	6 645



2.2 Actif circulant

2.2.1. Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	817	4 383	-	5 200
Autres	-	-	-	-
TOTAL	817	4 383	-	5 200

2.2.2. Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Doc générale	01/01/2025	31/12/2025	63		
Location véhicules	01/01/2025	31/12/2025	474		
Location photocopieurs	01/01/2025	31/12/2025	74		
Total			611		



2.4 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

1. Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.
2. Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.
3. Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.
4. Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.



2.5 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

2.4.1.1. Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance »

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
DRAAF	01/01/2025	31/12/2025	61 950		
Agence de l'Eau	01/01/2025	31/12/2025	52 055		
CAB	01/01/2025	31/12/2025	11 000		
CAB	01/01/2026	31/12/2026	9 500		
Conseil Régional	01/01/2025	31/12/2025	9 576		
CALL	01/01/2025	31/12/2025	38 000		
CALL	01/01/2026	31/12/2026	36 000		
CALL	01/01/2025	31/12/2025	10 000		
CALL	01/01/2025	31/12/2025	20 000		
Total			248 081		



2.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

État des créances		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations	6 645		6 645
	Prêts	-		
	Autres	-		
De l'actif circulant	Créances Clients et Comptes rattachés	18 187	12 977	5 210
	Autres	623 896	623 896	
Charges constatées d'avance		611	611	
TOTAL		649 340	637 485	11 855

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	



État des dettes		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine	14 098	14 098		
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		53 012	53 012		
Dettes fiscales et sociales		99 016	99 016		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		13 717	13 717		
Produits constatés d'avance		248 081	248 081		
TOTAL		427 925	427 925		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	12 211
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	



2.7 Compte de résultat

2.6.1. Ventilation des produits d'exploitation

Les dépenses engagées avant que l'association ou la fondation ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires.

Une condition suspensive non levée ne permet pas d'enregistrer la subvention en produits.

2.6.2. Contributions volontaires en nature

Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Les méthodes de quantification et de valorisation retenues sont les suivantes :

Les ressources reçues en nature par nature par l'entité sont :

- Utilisées pour les besoins de son activité ;
- Stockées,
- Vendues.

Les ventes des dons reçus en nature sont inscrites en produits en compte de résultat sous une rubrique spécifique.

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
Obtenue :		
Bénévolat – 312 heures	Smic au 31/12/2024 + 25% de charges	4 543.5 €
Offerte :		
TOTAL		4 543.5€



2.8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	2	
Agents de maîtrise et Techniciens	13	
Employés		
Ouvriers		
TOTAL	15	

2.9 Détail des subventions

Compte	Libellé	Montant comptabilisé
74100000	SUBVENTION DRAAF	111 562 €
74200000	SUBVENTION CONSEIL REGIONAL	184 992 €
74310000	SUBVENTION DEPARTEMENT DU NORD	39 500 €
74311000	SUBVENTION DEPARTEMENT PDC	30 000 €
74312000	SUBVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL SOMME	13 989 €
74313000	SUBVENTION AISNE	10 000 €
74316000	SUBVENTION AGENCE DE L'EAU	164 556 €
74520000	SUBVENTION CAD DOUAISIS	52 850 €
74540000	SUBVENTION CAVM	3 625 €
74550000	CCPC	4 320 €
74700000	SUBVENTION CABBALR	16 750 €
74800000	SUBVENTION MEL METROPOLE	6 000 €
74813000	SUBVENTION CCCO	11 000 €
74817000	SUBVENTION INTERREG	3 359 €
74818000	SUBVENTION CCHF	6 250 €
74824000	SUBVENTIONS CALL	50 229 €
74825000	SUBVENTIONS CUD	15 000 €
74828000	Subvention Agence Bio	50 000 €
74829000	Subventions DRAJES	4 000 €
74830000	Call et maison et cité - convention tripartite	20 000 €
74850000	SUBVENTION AIDE À L'EMPLOI	4 000 €
74851000	Aides services civique	1 370 €
74900000	SUBVENTION TVA COLLECTEE	-20 000 €
Total		783 352 €



2.10 Détail des transferts de charges

Compte	Libellé	Exploitation
79161000	Remboursement de formations	5 879 €

2.11 Détail des Charges à payer des produits à recevoir

2.11.1 Détail des charges à payer

Compte	Libellé	Montant
40810000	Factures non parvenues	20 138,00 €
42820000	Provisionnées pour congés payés	22 249,22 €
42860000	Autres charges du personnel à payer	6 718,75 €
43820000	Charges sociales sur congés payés	8 921,72 €
44861000	Taxe d'apprentissage	385,31 €
44863000	Formation continue	9 940,37 €
46860000	Autres charges à payer	1 000,00 €

2.11.2 Détail des produits à recevoir

Compte	Libellé	Montant
41810000	Clients – Factures à établir	383,77 €
43870000	Organismes sociaux – produits à percevoir	4 771,32 €
44870000	Produits à recevoir	19 108,00 €

2.12 Indemnités de départ à la retraite

Compte tenu des données de l'entreprise, des hypothèses actuarielles retenues, soit principalement un taux d'actualisation brut de **3,35 %**, le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière évalué au **31/12/2024** s'élève à **43 688,26** euros.



2.13 Détail des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecarts de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	-	-	-	-		-		-
Report à nouveau	170 209	48 177	-	-		-		218 386
Excédent ou déficit de l'exercice	48 177	-48 177	-	-	-	6 383	-	- 6383
Dotations consomptibles	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-			-		-		-
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	218 386	-	-	-	-	6 383	-	212 002



2.14 Impôt sur les bénéfices

Ventilation de l'origine de l'IS

	Résultat courant	Résultat exceptionnel (et participation)
Résultat avant impôts	-6 383	0
Impôts : - au taux de 15 %	0	0
- au taux de 25 %	0	0
Résultat après impôts	-6 383	0

Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

